

Crise du logement et itinérance : des expertes éclairent les parlementaires

Publié à 15 h - 2025-01-09



Séance de travail des membres de la Commission de l'aménagement du territoire.



Mayssa Matta - Collège Lionel Groulx

Journaliste et cheffe de la division des médias avec un grand intérêt pour les nouvelles internationales et nationales.

La crise du logement s'aggrave, et les solutions se font attendre. Lors d'une audience tenue à la Salle Marie-Claire-Kirkland, deux expertes, Leila Ghaffari et Jimena Michea, ont saisi des défis actuels au parlementaires : flambée des loyers, pénurie de logements sociaux, et augmentation de l'itinérance. Entre constats alarmants et propositions concrètes, cette séance a révélé l'urgence d'une action collective pour endiguer ces problèmes qui touchent des milliers de Québécois.

Le 8 janvier, deux expertes liées au mandat d'initiative, ont été invitées par la Commission de l'aménagement du territoire dans le cadre d'une séance de travail à la Salle Marie-Claire-Kirkland. Leurs interventions ont éclairé les enjeux de revitalisation urbaine et de lutte contre l'itinérance, offrant des perspectives précieuses pour informer les parlementaires sur les diverses options afin de d'informer les parlementaires sur la crise du logement.

Leila Ghaffari : une approche axée sur les inégalités

Leila Ghaffari, chercheuse en études urbaines à l'Université Concordia, a mis en avant la nécessité de reconnaître le droit au logement, une mesure déjà reconnue et appliquée au fédérale, mais pas encore au Québec. Elle a souligné les ambiguïtés entourant la notion d'abordabilité. Celle-ci varie selon les « interprétations politiques », mais statue généralement qu'une personne qui dépense plus de 30% de son revenu en logement est en situation de précarité.

Elle a illustré ces inégalités avec des exemples chiffrés : pour un cinq et demi, un couple avec deux enfants disposant d'un revenu annuel de 55 000 \$ consacre 40 % de celui-ci à un loyer de 1 835 \$ par mois, alors qu'un couple sans enfant gagnant 73 000 \$ en dépense 42 % pour un loyer de 2 555 \$. Dans les faits, un couple avec des enfants a plus de dépenses qu'un couple qui n'en a pas. Pourtant, le pourcentage est plus élevé pour le couple sans enfants. Elle a proposé des solutions telles qu'un registre des loyers, un renforcement des droits des locataires, et une augmentation de l'offre de logements sociaux. Selon elle, le marché privé ne pourra à lui seul résoudre ces problèmes.

Jimena Michea : les défis de l'itinérance

Jimena Michea, coordonnatrice du RAIQ, a abordé les multiples causes de l'itinérance, notamment la pandémie, l'inflation et la crise du logement. Elle a critiqué les démantèlements des campements sans solutions de rechange, qu'elle considère comme dangereux pour la vie des personnes concernées. Elle a plaidé pour une réponse coordonnée entre les paliers de gouvernement, axée sur l'augmentation de l'offre de logements sociaux, la régulation du marché privé et la prévention de l'instabilité résidentielle. Michea a également attiré l'attention sur l'itinérance féminine, souvent invisible, en insistant sur l'importance de services adaptés, le manque de financement des ressources et d'actions gouvernementales depuis 2017.

Réactions des parlementaires : des préoccupations réelles

Les membres de la Commission ont posé des questions centrées sur la faisabilité des mesures proposées. L'idée de reconnaître le droit au logement a suscité de l'intérêt, bien que des préoccupations aient été soulevées quant à son coût et à son financement. Le rôle du marché privé, notamment la viabilité des investissements sans garanties, a également été discuté. Des craintes ont été exprimées concernant la durabilité des logements sociaux, en lien avec les contraintes budgétaires et la pénurie de main-d'œuvre. Enfin, les parlementaires ont brièvement abordé les effets des plateformes comme Airbnb sur la disponibilité des logements. Jimena Michea a mentionné que Airbnb était en cause dans le manque de logements.

Cette audience a montré que la crise du logement et de l'itinérance sont des priorités reconnues par tous les représentants des partis politiques présents lors de la rencontre. Cependant, leur résolution dépendra d'une collaboration étroite entre les gouvernements et d'un consensus sur les moyens à adopter. La mise en œuvre de solutions concrètes reste un grand défi.